

Attitudes européennes face au changement climatique et à l'énergie :

Principaux résultats de la 8ème édition de
l'Enquête Sociale Européenne

Principaux
résultats
de l'ESS

édition

9

Le présent bulletin de notre série Principaux résultats étudie, pour la première fois, les attitudes à l'égard du changement climatique et de l'énergie. Nous avons décidé d'inclure ce module en raison de l'importance croissante du thème, comme le montre l'Accord de Paris conclu par 195 pays membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Alors que de nombreuses régions d'Europe enregistrent une hausse des températures et des conditions climatiques plus extrêmes, ce sujet est plus pertinent que jamais.

Le changement climatique reste un des grands défis sociétaux auxquels l'Europe, et même la planète toute entière, est confrontée. En évaluant l'opinion

publique sur le changement climatique, mais également sur les sources d'énergie, thèmes qui sont intimement liés, nous espérons influencer le débat politique dans ce domaine à la lumière des données récoltées.

Nous avons inclus deux sujets distincts à chaque édition de l'enquête afin d'étendre la pertinence de nos données à de nouveaux domaines, ce que ce module illustre parfaitement.

Tout le monde à l'ESS salue les efforts de l'équipe de conception du questionnaire qui a participé à l'élaboration de ce module et rédigé cette excellente publication.

Rory Fitzgerald
Directeur de l'ESS ERIC
City University de Londres

Les auteurs du présent bulletin :

- Wouter Poortinga, professeur de psychologie environnementale, Université de Cardiff
- Stephen Fisher, professeur associé en sociologie politique, Trinity College, Université d'Oxford
- Gisela Böhm, professeur de sciences psychosociales, Université de Bergen
- Linda Steg, professeur de psychologie environnementale, Université de Groningue
- Lorraine Whitmarsh, professeur de psychologie environnementale, Université de Cardiff
- Charles Ogunbode, chercheur, Université de Bergen

Ont également contribué à la conception du module Changement climatique et énergie les membres suivants de l'équipe scientifique centrale de l'ESS :

- Brita Dorer (GESIS – Institut de Sciences Sociales de Leibniz)
- Salima Douhou, Rory Fitzgerald, Ana Villar et Lizzy Winstone (*City University de Londres*).
- Diana Zavala Rojas (Université Pompeu Fabra)

Attitudes européennes face au changement climatique et à l'énergie : Principaux résultats de la 8ème édition de l'Enquête Sociale Européenne

Wouter Poortinga, Stephen Fisher, Gisela Böhm, Linda Steg, Lorraine Whitmarsh, Charles Ogunbode

Préambule

Le changement climatique présente de sérieux risques pour les systèmes naturels, sociaux et économiques, et constitue actuellement l'un des enjeux mondiaux les plus urgents. Pour éviter que l'activité humaine n'impacte davantage le système climatique, il faut réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre dans les décennies à venir (IPCC, 2014), en transformant la façon dont l'énergie est produite et utilisée, y compris réduire la demande d'énergie. Si nous voulons réussir à décarboniser l'énergie en Europe, il faudra un changement des comportements, de nouvelles technologies et installations d'énergie à faible émission de carbone, ainsi que des politiques et des réglementations qui ne pourront être mises en œuvre qu'avec une large adhésion de la population.

Les décisions concernant la décarbonisation de l'approvisionnement énergétique en vue d'atténuer le changement climatique doivent cependant être prises en relation avec d'autres défis énergétiques. Assurer un approvisionnement énergétique fiable et sûr est devenu de plus en plus important à la lumière de l'internationalisation des marchés de l'énergie, de la hausse des prix de l'énergie et de la dépendance soutenue vis-à-vis des combustibles fossiles (World Energy Council, 2013). Les mesures que différents gouvernements peuvent prendre en réponse à ces problématiques dépendent également des perceptions de la population dans leur pays respectif.

La 8e édition de l'Enquête Sociale Européenne (ESS) est consacrée au nouveau module sur le changement climatique et l'énergie. Ce module a été conçu pour créer un ensemble complet et théoriquement fondé de données sur les attitudes de la population à l'égard du changement climatique, de la sécurité énergétique et des préférences énergétiques, en utilisant un cadre conceptuel largement basé sur le modèle valeurs-croyances-normes (Stern, 2000). Dans ce rapport général, nous couvrirons les domaines suivants : (1) les croyances en matière de changement climatique, (2) les préoccupations au sujet du changement climatique et de la sécurité énergétique, (3) les normes personnelles et les convictions d'efficacité, (4) les préférences énergétiques et (5) les préférences en matière de politique environnementale.

La prise d'information pour la 8e édition de l'ESS s'est déroulée entre août 2016 et décembre 2017. L'ensemble des données a été recueilli auprès de 44 387 personnes interrogées, originaires de 23 pays.¹ Vous trouverez de plus amples détails sur la collecte des données dans le Rapport sur la documentation des données de l'ESS8, édition 2.0.² Le processus de conception rigoureux, ainsi que la traduction de haute qualité et la politique stricte en matière de collecte des données,³ garantissent la fiabilité des comparaisons établies entre les pays.

Croyances en matière de changement climatique

Les questions ont été conçues pour évaluer les représentations mentales des personnes sur le changement climatique, en particulier leurs croyances concernant son existence, ses causes et ses impacts (Poortinga, Spence, Whitmarsh, Capstick, Capstick, &

Pidgeon, 2011). Dans un premier temps, on a demandé aux sondé-e-s s'ils-elles pensaient que le climat mondial était en train de changer.

Le tableau 1 montre le pourcentage de personnes interrogées dans chaque pays qui pensent que le climat mondial est probablement ou vraiment en train

Tableau 1 : Croyances dans l'existence, causes et impacts du changement climatique

PAYS	CODE PAYS	LE CLIMAT EST PROBABLEMENT OU VRAIMENT EN TRAIN DE CHANGER (%)	LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST DÛ AU MOINS EN PARTIE À L'ACTIVITÉ HUMAINE (%)	LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AURA DES IMPACTS NÉGATIFS (%)
Autriche	AT	92.5	91.8	74.0
Belgique	BE	96.4	94.0	66.3
République tchèque	CZ	88.9	89.5	68.0
Estonie	EE	91.3	88.8	59.7
Finlande	FI	94.0	93.9	67.2
France	FR	96.3	93.8	73.7
Allemagne	DE	95.4	94.8	77.4
Hongrie	HU	91.4	92.7	77.0
Islande	IS	97.7	94.6	81.6
Irlande	IE	96.1	91.1	63.2
Israël	IL	86.3	85.4	58.1
Italie	IT	94.8	93.6	69.0
Lituanie	LT	88.7	82.7	73.7
Pays-Bas	NL	96.2	91.8	61.6
Norvège	NO	92.9	87.8	71.9
Pologne	PL	92.6	89.6	70.4
Portugal	PT	97.0	93.6	81.1
Russie	RU	82.2	83.8	61.8
Slovénie	SI	96.5	93.0	71.4
Espagne	ES	95.8	95.7	87.9
Suède	SE	96.8	92.4	81.2
Suisse	CH	96.4	94.4	74.0
Royaume-Uni	GB	93.6	91.0	66.0

Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification ont été appliquées pour les analyses au niveau des pays.

de changer. Tandis que dans la plupart des pays plus de 90% des personnes pensent que le climat mondial est au moins probablement en train de changer, en Israël et dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, moins de 90% des personnes interrogées pensent que c'est le cas, bien que les taux dans ces pays représentent encore des majorités écrasantes.

Ensuite, on a demandé aux sondé-e-s s'ils-elles pensaient que le changement climatique était dû à des processus naturels, à l'activité humaine ou aux deux. Le tableau 1 montre le pourcentage de personnes interrogées qui pensent que le changement climatique est au moins en partie dû à l'activité humaine. Le point de vue scientifique actuel est qu'il est extrêmement probable que l'activité humaine soit à l'origine des changements climatiques observés (IPCC, 2014), et une grande majorité des répondant-e-s accepte que l'activité humaine joue un rôle, ne serait-ce qu'en partie. Les résultats varient selon les pays, les résidents d'Israël, de la Norvège et d'un certain nombre de pays d'Europe de l'Est étant légèrement moins susceptibles de penser que le changement climatique est au moins en partie dû à l'activité humaine.

Le tableau 1 montre en outre le pourcentage de personnes interrogées dans les différents pays qui pensent que le changement climatique aura un mauvais impact sur les gens dans le monde. On a demandé aux répondant-e-s de donner une note de 0 à 10, 0 signifiant impact « extrêmement mauvais » et 10 « extrêmement bon ». Dans la plupart des pays, une majorité des sondé-e-s ont donné une note située sur la partie gauche de l'échelle (c'est-à-dire de 0 à 4), bien qu'il y a là encore quelques variations d'un pays à l'autre.

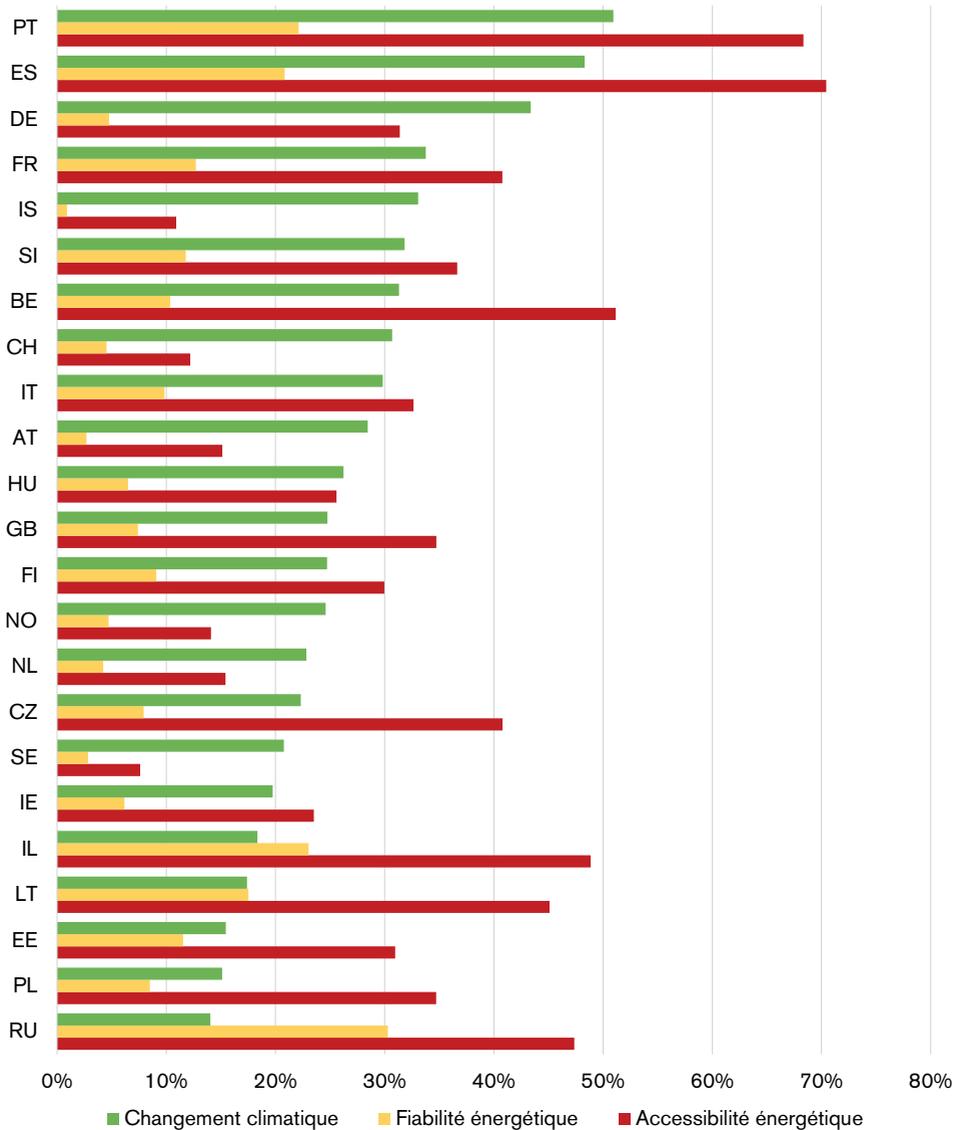
Préoccupations au sujet du changement climatique et de la sécurité énergétique

Les décisions concernant la décarbonisation de l'approvisionnement en énergie prises pour atténuer les changements climatiques ne peuvent être dissociées d'autres considérations politiques concernant l'approvisionnement en énergie fiable, sûr et accessible à tous les ménages. Les préoccupations concernant à la fois la fiabilité, la sécurité et l'accessibilité sont connues sous le nom de trilemme énergétique (World Energy Council, 2013).

Nous présentons ici les évaluations affectives (émotionnelles) des répondant-e-s sur le changement climatique et la sécurité énergétique. En particulier, nous avons obtenu des résultats sur les préoccupations au sujet du trilemme énergétique, en mesurant le sentiment d'inquiétude des personnes face au changement climatique, à la fiabilité de l'approvisionnement énergétique et à l'accessibilité économique de l'énergie sur une échelle allant de « pas du tout préoccupé-e » à « extrêmement préoccupé-e ».

Bien qu'une grande majorité de la population en Europe pense que le climat mondial est en train de changer et qu'il est dû au moins en partie à l'activité humaine, les préoccupations relatives au changement climatique sont relativement faibles. Dans les 23 pays participants, un peu plus d'un quart des personnes interrogées se disent très ou extrêmement préoccupées par le changement climatique. Le faible niveau de préoccupation est surprenant étant donné qu'elles sont près de deux tiers à penser que le changement climatique aura un impact négatif pour la population mondiale (cf. tableau 1).

Figure 1 : Préoccupations au sujet du changement climatique, de la fiabilité énergétique et de l'accessibilité économique de l'énergie (% très/extrêmement préoccupé-e)



Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification ont été appliquées pour les analyses au niveau des pays.

La figure 1 montre les pourcentages de répondant-e-s dans chacun des 23 pays qui se disent très ou extrêmement préoccupé-e-s par le changement climatique, la fiabilité de l'approvisionnement énergétique (fiabilité énergétique) et l'accessibilité économique de l'énergie (accessibilité énergétique), respectivement. Si l'on compare les réponses dans les 23 pays, le plus préoccupant pour les personnes interrogées concerne l'accessibilité de l'énergie, avec 40% déclarant être très ou extrêmement préoccupées, et le moins préoccupant concerne la fiabilité de l'approvisionnement énergétique, avec 15% déclarant être très ou extrêmement préoccupées. Les préoccupations autour du changement climatique se situent quelque part au milieu, avec 28% des gens exprimant un niveau élevé d'inquiétude.⁴

Les préoccupations concernant les différents aspects du trilemme énergétique diffèrent d'un pays à l'autre. Les pays ne sont pas uniformément vulnérables aux impacts du changement climatique et font face à des défis énergétiques différents selon leur dépendance aux différents systèmes d'approvisionnement énergétique. Les préoccupations concernant le changement climatique sont particulièrement élevées au Portugal, en Espagne et en Allemagne, le Portugal étant le seul pays où plus de 50% de la population se dit très ou extrêmement préoccupée par la question. En revanche, les préoccupations relatives au changement climatique sont relativement faibles en Irlande et en Israël, dans certains pays d'Europe de l'Est (Lituanie, Estonie et Pologne), ainsi que dans la Fédération de Russie, où moins de 20% de la population se dit être préoccupée par le changement climatique.

Comme le montre la figure 1, dans la plupart des pays la fiabilité de l'approvisionnement énergétique préoccupe moins que le changement climatique, avec un nombre de personnes se déclarant très ou extrêmement préoccupées par la question compris entre moins de 1% en Islande et 30% en Russie. En dehors de la Russie, les niveaux de préoccupation concernant la fiabilité énergétique sont relativement élevés en Espagne (21%), au Portugal (22%) et en Israël (23%).

Dans tous les pays, les préoccupations relatives à l'accessibilité économique de l'énergie sont plus importantes que celles qui concernent la fiabilité énergétique, et elles sont plus importantes que les préoccupations liées au changement climatique dans la majorité des pays. Comme on peut le voir sur la figure 1, les préoccupations concernant l'accessibilité de l'énergie sont particulièrement répandues en Espagne (70%) et au Portugal (68%), deux pays qui ont également le niveau de préoccupation le plus élevé pour le changement climatique. Viennent ensuite la Belgique (51%), Israël (49%), la Russie (47%) et la Lituanie (45%), ces trois derniers pays sont aussi les pays où les personnes sont le moins préoccupées par le changement climatique.

Les pays qui ont le plus bas niveau de préoccupation pour l'accessibilité de l'énergie sont la Suède, l'Islande, la Suisse et la Norvège : moins de 15% des répondant-e-s de ces pays se déclarent très ou extrêmement préoccupés par le fait que « l'énergie puisse être trop chère pour de nombreuses personnes » dans leur pays. Ces quatre pays font partie des huit pays seulement où les préoccupations relatives au changement climatique sont plus importantes que celles relatives à l'accessibilité de l'énergie. Dans 15 des 23 pays étudiés, et dans l'ensemble de l'Europe, la population semble accorder la priorité à l'accessibilité, puis à l'atténuation des changements climatiques et, enfin, à la fiabilité énergétique.

Cela peut sembler résoudre le trilemme énergétique du point de vue de la population suggérant qu'il serait possible de risquer la fiabilité de l'approvisionnement énergétique afin de maintenir l'atténuation des changements climatiques à un niveau de coûts bas. Toutefois, il n'y a pas eu d'interruption majeure de l'approvisionnement énergétique et les prix de l'électricité et du gaz ont baissé dans la plupart des pays européens au cours de l'année précédant les travaux de l'ESS sur le terrain. Les préoccupations au sujet des coûts et de la fiabilité pourraient changer radicalement si les consommateurs subissaient des hausses de prix et des pénuries importantes.

Normes personnelles et croyances en matière d'efficacité

Lorsqu'on étudie les relations entre les préoccupations relatives au changement climatique et à la sécurité énergétique d'une part, et les préférences énergétiques d'autre part, il est important de comprendre en quoi elles sont liées (Steg et de Groot, 2010). Selon le modèle valeurs-croyances-normes (Stern, 2000), les normes personnelles pro-environnementales occupent une place centrale dans l'établissement du lien entre les préoccupations pour le changement climatique et les préférences énergétiques. Les normes pro-environnementales reflètent la mesure dans laquelle une personne se sent personnellement responsable de contribuer à la solution d'un problème environnemental. Dans le cadre du module, ces normes ont été évaluées en demandant aux répondant-e-s s'ils-elles estimaient qu'il était de leur devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique.

Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 11 points, 0 signifiant « pas du tout » et 10 « énormément ». Le score moyen global est de 5,6 (écart-type = 2,7) pour les 23 pays participants, soit légèrement au-dessus du point médian de 5.⁵ Ceci suggère que les personnes ne se sentent que modérément responsables personnellement de contribuer à l'atténuation du changement climatique.

Comme le montre la figure 2, le sentiment de responsabilité personnelle (normes personnelles) était le plus élevé dans les pays d'Europe occidentale comme la France et la Suisse (avec des scores moyens proches de 7), et le plus bas en République tchèque et dans la Fédération de Russie (avec des scores moyens inférieurs à 4).

Pour agir contre le changement climatique, les gens ont besoin non seulement d'avoir un sentiment de responsabilité personnelle, mais aussi de sentir qu'ils peuvent faire une différence. L'importance des croyances

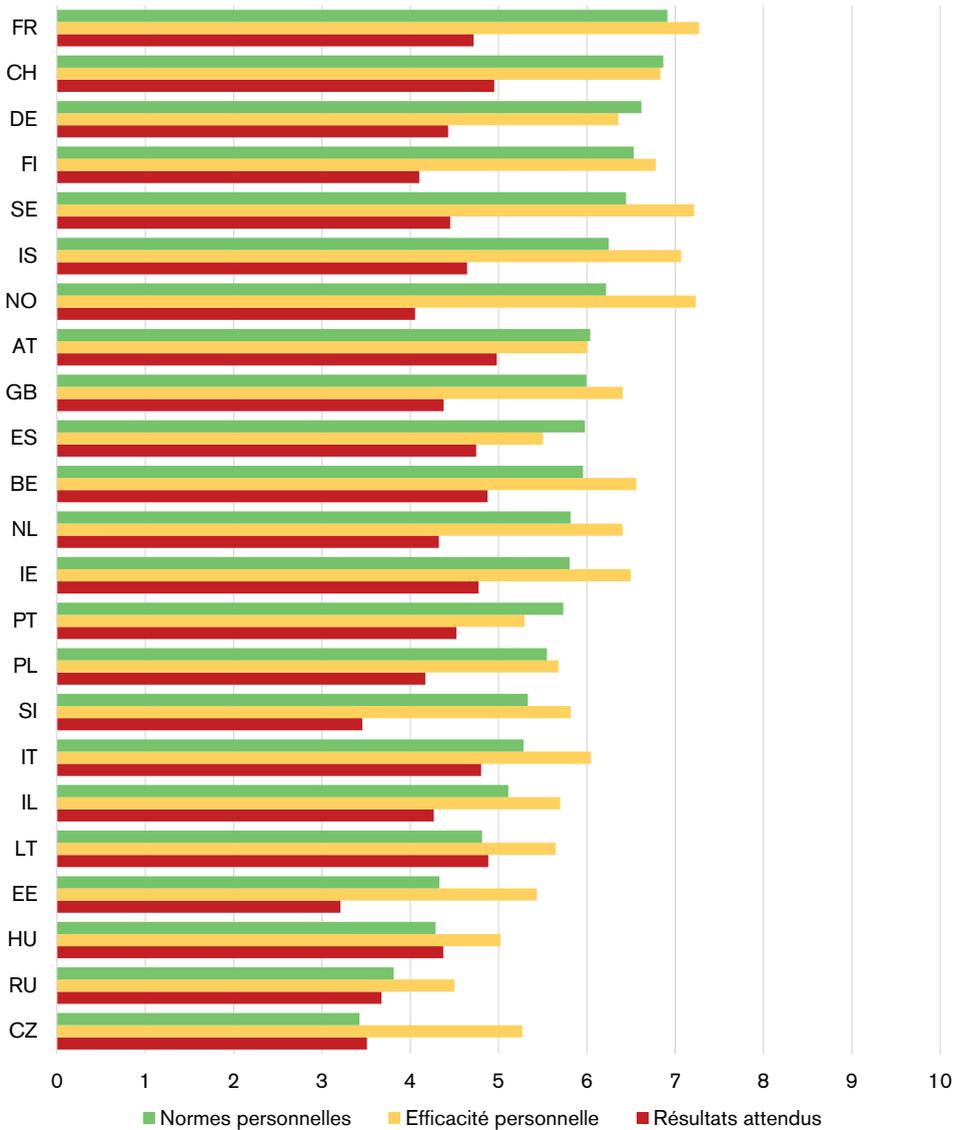
personnelles en matière d'efficacité pour le comportement pro-environnemental a été prouvée dans la littérature (Hans et Böhm, 2010 ; Meinhold et Malkus, 2005). La théorie cognitive sociale (Bandura, 1982) soutient que, pour atteindre avec succès un résultat souhaité, les individus doivent avoir la conviction qu'ils peuvent parvenir à agir selon un comportement (efficacité personnelle) et la conviction que ce comportement est efficace pour obtenir le résultat souhaité (résultats attendus).

Nous avons préparé des questions portant sur les croyances personnelles, collectives et institutionnelles en matière d'efficacité, en nous basant sur un modèle d'action collective (Koletsou et Mancy, 2011 ; Lubell, 2002). Nous ne présentons ici que les résultats relatifs à l'efficacité personnelle et aux résultats attendus, qui ont été obtenus à l'aide de questions portant sur le sentiment de confiance en la capacité de chacun à utiliser moins d'énergie (efficacité personnelle) et sur la question de savoir si cela pourrait contribuer à atténuer le changement climatique (résultats attendus).

Les personnes interrogées ont répondu aux deux questions sur une échelle de 11 points allant de 0 à 10, 0 signifiant « pas du tout confiance » et 10 « tout à fait confiance » pour la première question (efficacité personnelle), et 0 signifiant « pas probable du tout » et 10 « extrêmement probable » pour la deuxième question (résultats attendus). Comme pour la responsabilité personnelle, le score moyen pour l'efficacité personnelle se situe au-dessus du point médian, mais seulement légèrement. La note moyenne globale pour la question sur l'efficacité personnelle est de 5,9 (écart-type = 2,6) dans les 23 pays participants.⁶

Bien que la consommation d'énergie soit très élevée en Europe par rapport aux normes internationales, les personnes ne sont pas très sûres de leur capacité à utiliser moins d'énergie que leur niveau d'utilisation actuelle.

Figure 2 : Normes personnelles pro-environnementales, efficacité personnelle et résultats attendus (moyennes)



Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification ont été appliquées pour les analyses au niveau des pays.

Comme le montre la figure 2, l'efficacité personnelle est particulièrement faible dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, comme la Hongrie, la République tchèque et la Russie. L'efficacité personnelle est plus élevée dans la plupart des pays d'Europe occidentale et relativement élevée en France, en Norvège, en Suède et en Islande.

Il apparaît que les gens ne pensent pas que limiter leur consommation d'énergie puisse beaucoup aider à atténuer le changement climatique. La moyenne globale pour cette question sur les résultats attendus se situe, avec une valeur de 4,3 (écart-type = 2,6),⁷ sur la partie gauche de l'échelle. En fait, dans les 23 pays participants, le score moyen est inférieur à 5, le point médian de l'échelle, ce qui suggère que de nombreuses personnes pensent que limiter leur propre consommation d'énergie ne contribuerait que dans une moindre mesure à atténuer le changement climatique. La figure 2 montre que les résultats attendus sont particulièrement faibles dans les pays où relativement peu de personnes pensent que le changement climatique est principalement dû à l'activité humaine, comme l'Estonie, la Slovaquie, la République tchèque et la Russie. Les résultats attendus sont relativement élevés en Autriche, en Suisse, en Belgique et en Lituanie, bien qu'encore inférieurs au point médian de l'échelle.

D'autres analyses révèlent que les normes personnelles, l'efficacité personnelle et les résultats attendus sont corrélés au niveau individuel,⁸ ce qui montre que les personnes qui se sentent personnellement responsables de contribuer à atténuer le changement climatique ont également plus confiance en leur capacité à économiser de l'énergie et pensent que cela serait efficace pour atténuer le changement climatique. Ces corrélations, combinées aux réponses moyennes aux trois questions, démontrent qu'il est relativement rare d'obtenir des

scores élevés en matière de normes personnelles, d'efficacité personnelle et de résultats attendus. En effet, seulement 22% (23% dans la zone UE/AELE) des répondant-e-s ont donné des notes comprises entre 6 et 10 à ces trois questions. Ainsi, il y a relativement peu de personnes en Europe possédant un sens aigu des responsabilités personnelles, croyant également en leur capacité à utiliser moins d'énergie et estimant que cela pourrait contribuer à atténuer le changement climatique. Pour motiver et soutenir un changement de comportement à grande échelle, il faudra qu'un plus grand nombre de personnes possède ces normes et ces croyances.

Préférences énergétiques

Cette section du module comprend des questions sur l'offre et la demande du marché de l'énergie. Nous passons ici en revue les principaux résultats concernant les préférences de la population pour différentes sources d'approvisionnement en électricité et les comportements éco-énergétiques.

Approvisionnement en électricité

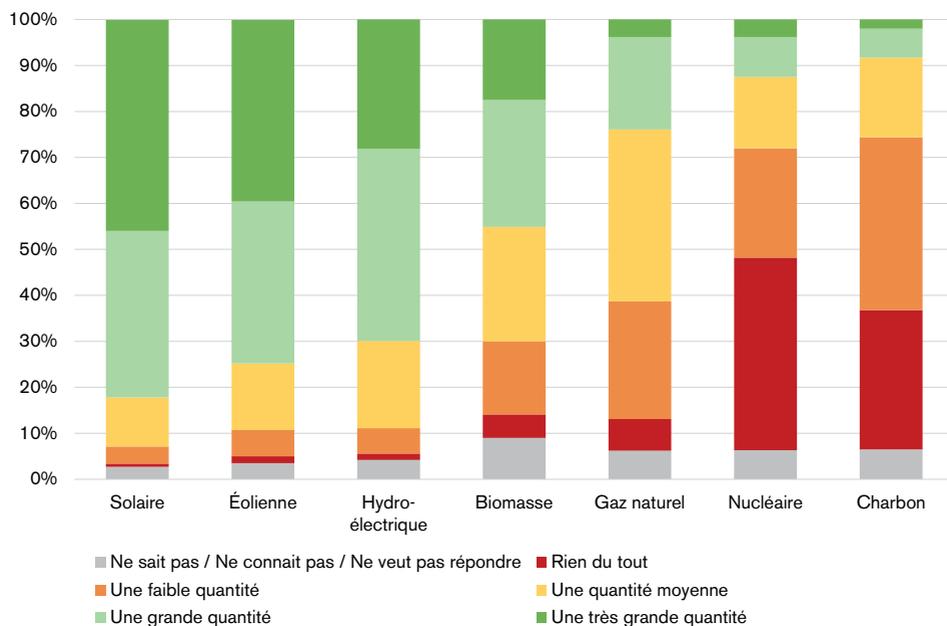
On a demandé aux répondant-e-s quelle quantité d'électricité devrait être produite à partir du charbon, du gaz naturel, de l'énergie hydroélectrique, de l'énergie nucléaire, de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de la biomasse. La figure 3 montre les préférences en matière de production d'électricité dans les 21 pays européens de la zone UE/AELE. Il apparaît clairement que les sources renouvelables sont de loin les plus populaires. Environ deux tiers des répondant-e-s pensent qu'une grande ou très grande quantité d'électricité doit être produite à partir de l'énergie hydroélectrique ou éolienne, et trois quarts, à partir de l'énergie solaire. En revanche, le charbon et le nucléaire sont des sources de production d'électricité extrêmement impopulaires, avec

un très petit nombre de sondé-e-s souhaitant que ces sources produisent une grande ou très grande quantité d'électricité. Les préférences pour le gaz naturel se situent quelque part entre celles pour les énergies renouvelables et celles pour le charbon et le nucléaire.

D'autres analyses, non présentées ici, montrent que ces préférences varient beaucoup entre les pays participants. Par exemple, le charbon et le gaz naturel sont les plus populaires en Israël et dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale comme la Russie et la Pologne. L'énergie nucléaire est relativement populaire

en Russie, en Lituanie et en Hongrie. Les sources renouvelables, telles que la biomasse et les énergies éolienne et solaire sont nettement moins populaires en Russie, tandis que la Finlande et l'Estonie sont moins favorables à l'hydroélectricité. Ces différences peuvent refléter en partie les systèmes d'approvisionnement énergétique en place dans les pays participants. Par exemple, les pays d'Europe de l'Est ont un héritage solide de centrales au charbon et de centrales nucléaires (AIE, 2017), bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires pour comprendre ces relations et d'autres différences existantes entre les pays.

Figure 3 : Préférences pour la quantité d'approvisionnement en électricité par source dans les pays de l'UE/AELE



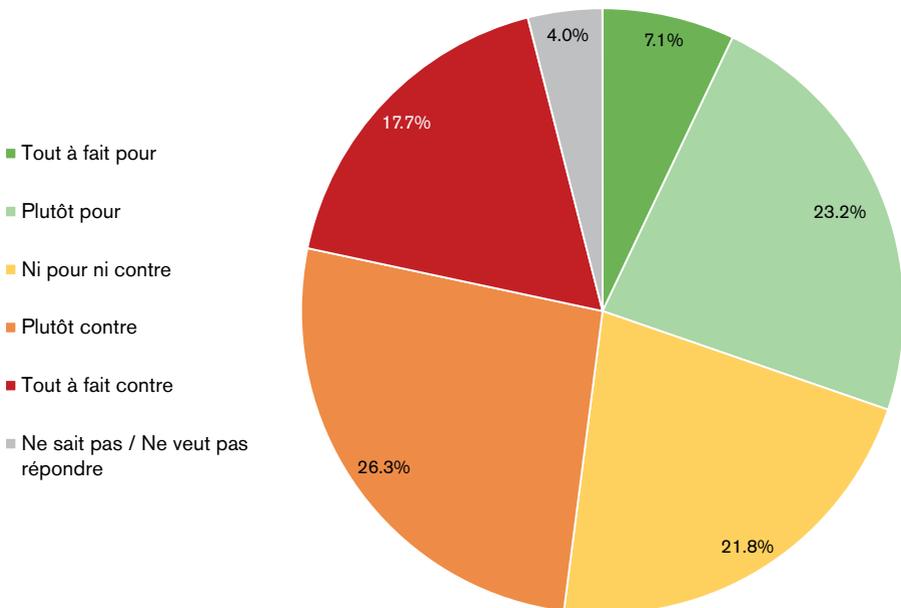
Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification et des pondérations en fonction de la population ont été appliquées pour les analyses des pays.

Comportements éco-énergétiques

En ce qui concerne la demande d'énergie, le module comprend des indicateurs sur la volonté des personnes de prendre des mesures d'efficacité (investissements dans la technologie) et de réduction (modifications des comportements habituels). En ce qui concerne les mesures de réduction, les résultats montrent qu'une grande majorité (74%) de la population totale de la zone UE/AELE déclare entreprendre souvent, très souvent ou toujours des actions en vue de réduire la consommation d'énergie, comme éteindre les appareils qui ne sont pas

utilisés, parcourir de courts trajets à pied ou utiliser le chauffage ou la climatisation uniquement quand c'est vraiment nécessaire. De même, en ce qui concerne les mesures d'efficacité, de nombreuses personnes indiquent qu'elles achèteraient les appareils les plus efficaces en matière de consommation d'énergie, avec une moyenne de 7,9 (écart-type = 2,2) pour les 21 pays de l'UE/AELE, sur une échelle allant de 0 « pas du tout probable » à 10 « extrêmement probable ». Bien que les réponses varient d'un pays à l'autre, les différences entre les pays quant aux comportements éco-énergétiques déclarés sont relativement faibles.

Figure 4 : Préférences pour augmenter les taxes sur les énergies fossiles dans les pays de l'UE/AELE



Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification et des pondérations en fonction de la population ont été appliquées pour les analyses des pays.

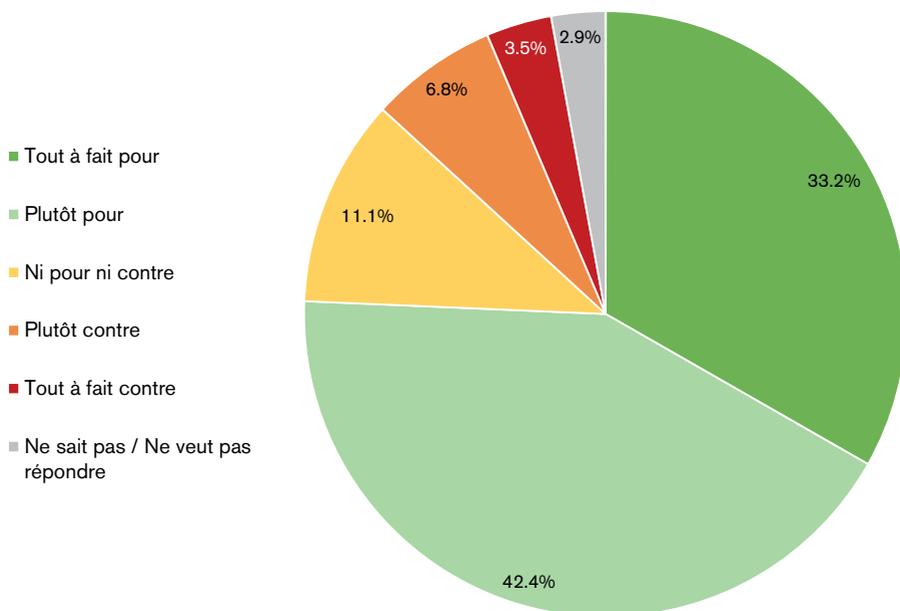
Politiques environnementales

Afin d'évaluer les préférences des citoyen-ne-s pour différents types de politiques environnementales visant à atténuer les changements climatiques, trois questions ont été posées concernant la mesure dans laquelle les personnes interrogées sont favorables ou non à une augmentation des taxes sur les énergies fossiles (augmenter les taxes sur les énergies fossiles), à l'utilisation des fonds publics pour subventionner les énergies renouvelables (subventionner les énergies renouvelables) et à une loi interdisant la vente d'appareils électroménagers peu efficaces en terme de consommation

d'énergie (interdire les appareils les moins efficaces d'un point de vue énergétique). Ces mesures incitatives et restrictives visent à décarboniser l'offre d'énergie, et la réglementation à réduire la demande d'énergie, respectivement.

Les figures 4 à 6 montrent que, dans l'ensemble de la zone UE/AELE, l'utilisation de fonds publics pour subventionner les énergies renouvelables est particulièrement populaire, avec environ trois quarts de la population européenne plutôt ou tout à fait favorable, et seulement une personne sur dix plutôt ou tout à fait opposée. La réglementation est également populaire.

Figure 5 : Préférences pour subventionner les énergies renouvelables dans les pays de l'UE/AELE

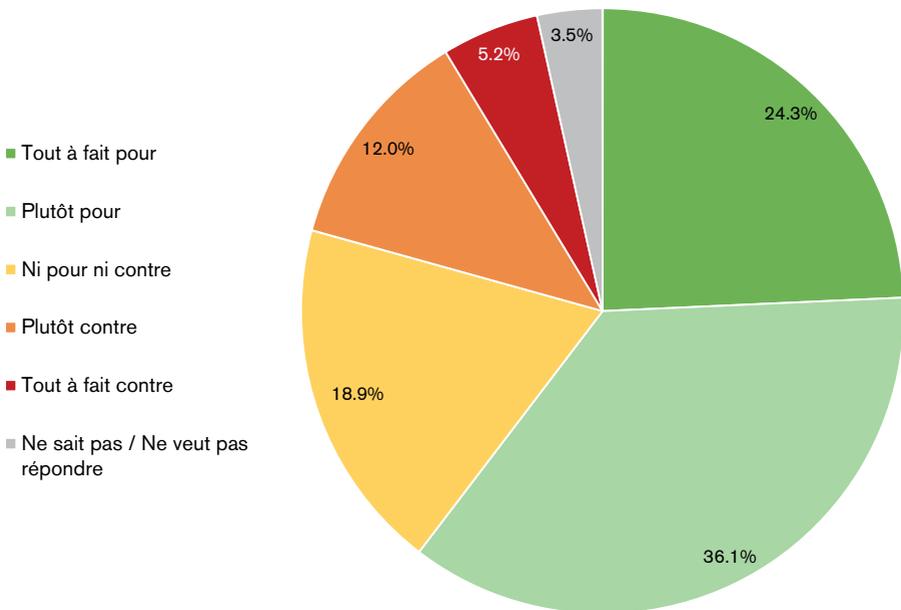


Plus de la moitié de la population européenne est favorable à une loi interdisant la vente d'appareils électroménagers avec un indice d'efficacité énergétique bas, et seul un-e Européen-e sur cinq est plutôt ou fortement opposé-e à cette politique. L'augmentation des taxes sur les énergies fossiles, tels que le pétrole, le gaz et le charbon, est la moins populaire des trois politiques, les répondant-e-s étant davantage contre (44%) que pour (30%).

Une taxe sur les énergies fossiles semble être plus populaire dans certains pays d'Europe occidentale, en particulier dans les pays nordiques, mais n'est

soutenue majoritairement qu'en Suède et en Finlande. Cet argument est le moins populaire en Pologne et en Russie, et relativement impopulaire partout ailleurs en Europe de l'Est et dans certains pays du sud de l'Europe, comme l'Espagne et le Portugal. Il n'y a pas de claire tendance régionale en faveur d'une subvention des énergies renouvelables. La Hongrie et la Slovaquie sont les plus favorables, tandis que la République tchèque, la Russie, l'Islande et l'Irlande sont les plus moins favorables. Quant au soutien d'une interdiction des appareils électroménagers énergivores, il y a relativement peu de variations entre les pays.

Figure 6 : Préférences pour interdire les appareils les moins économes en énergie dans les pays de l'UE/AELE



Source : Enquête Sociale Européenne, 8e édition, 2016/2017. Des pondérations post-stratification et des pondérations en fonction de la population ont été appliquées pour les analyses des pays.

Conclusion

Le module de la 8e édition de l'ESS sur les attitudes à l'égard du changement climatique et de l'énergie donne un aperçu complet de la manière dont la population en Europe aborde les questions du changement climatique et de la sécurité énergétique, ainsi que de leur opinion quant aux moyens de réduire leur consommation énergétique et celle de la société en général.

L'une des principales conclusions est qu'une large majorité de la population européenne reconnaît les principes fondamentaux du changement climatique anthropique, même dans les pays les plus sceptiques. Bien que la plupart des gens reconnaissent que le changement climatique est un problème causé par les êtres humains, ils ne sont pas très préoccupés par cette question. Les gens ne sont pas vraiment inquiets au sujet du changement climatique et ne se sentent que modérément responsables d'agir de leur côté pour y remédier. Ils ont tendance à penser que leurs efforts personnels pour réduire la consommation d'énergie ne seront pas très efficaces. Ceci suggère que, bien que les gens reconnaissent que le changement climatique est un problème, ils ne semblent pas suffisamment motivés pour soutenir un changement de comportement à grande échelle (Barasi, 2017).

Cela dit, la volonté de réduire la consommation d'énergie et le soutien témoigné aux sources d'énergie renouvelables et à la réglementation pour l'efficacité énergétique sont élevés dans toute l'Europe. Dans tous les pays, une majorité de la population pense qu'une grande ou très grande quantité d'électricité devrait être produite par les énergies solaire et éolienne avec des proportions largement plus élevées que pour toute autre source d'énergie, en particulier par rapport aux énergies fossiles et nucléaire. De même, dans toute l'Europe, la population est disposée à économiser l'énergie grâce à des mesures d'efficacité et de

réduction, et s'exprime largement en faveur de politiques qui subventionnent les énergies renouvelables et règlementent l'efficacité énergétique des appareils électroménagers.

Bien que ces attitudes semblent apporter une note optimiste pour le climat, nous devons faire preuve de prudence. Les gens pourraient être moins favorables à de telles politiques si elles se révélaient coûteuses. Après tout, les Européen-ne-s sont en moyenne plus préoccupé-e-s par les coûts énergétiques que par le changement climatique ; et une des politiques les plus efficaces pour réduire les émissions de carbone, à savoir l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles, est considérée beaucoup moins favorable que les autres politiques incluses dans ce module.

Certaines tendances pan-européennes apparaissent clairement en ce qui concerne les attitudes à l'égard du changement climatique et de l'énergie. D'une manière générale, l'engagement vis-à-vis du changement climatique et le soutien aux énergies à faible teneur en carbone semblent plus faibles en Europe centrale et orientale. Bien qu'il y ait des exceptions, cette tendance s'applique aux croyances en matière de changement climatique, aux préoccupations pour le changement climatique, ainsi qu'aux attitudes à l'égard des sources d'énergie à faible teneur en carbone, comme les énergies éolienne et solaire. Les attitudes à l'égard des sources d'énergie fossiles, comme le charbon et le gaz naturel, sont relativement positives dans de nombreux anciens pays communistes. Ces résultats pourraient refléter un héritage de dépendance à l'égard de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, mais aussi l'état de l'économie et le rythme de transformation de la société qui a lieu dans la région (Balžekienė et Telešienė, 2017). Les données de la 8e édition de l'ESS permettront d'explorer davantage la façon dont les facteurs sociaux et économiques peuvent influencer les attitudes de la population à l'égard de l'énergie et du changement climatique au niveau national.

Notes de bas de page

¹ Ceux-ci comprennent 21 pays européens de la zone UE/AELE (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse), ainsi que la Fédération de Russie et Israël.

² http://www.europeansocialsurvey.org/docs/round8/survey/ESS8_data_documentation_report_e02_0.pdf

³ https://www.europeansocialsurvey.org/docs/round8/methods/ESS8_project_specification.pdf

⁴ Les chiffres pour la zone UE/AELE diffèrent légèrement, mais présentent une tendance similaire : 37% des répondant-e-s sont très ou extrêmement préoccupé-e-s par l'accessibilité énergétique, 32% par le changement climatique et 10% par la fiabilité énergétique.

⁵ 6,0 (écart-type = 2,5) dans les pays de l'UE/AELE.

⁶ 6,3 (écart-type = 2,5) dans les pays de l'UE/AELE.

⁷ 4,5 (écart-type = 2,6) dans les pays de l'UE/AELE.

⁸ Normes personnelles – efficacité personnelle : $r=0,34$, $p=0,000$; normes personnelles – résultats attendus : $r=0,42$, $p=0,000$; efficacité personnelle – résultats attendus : $r=0,28$, $p=0,000$.

Références

Balžekienė, A., & Telešienė, A. (2017). Vulnerable and insecure? Environmental and technological risk perception in Europe. In A. Telešienė & M. Gross (Eds.), *Green European. Environmental Behaviour and Attitudes in Europe in a Historical and Cross-Cultural Comparative Perspective* (pp. 31–55). Abingdon: Routledge.

Bandura, A. (1982). Self-efficacy mechanism in human agency. *American Psychologist*, 37(2), 122.

Barasi, L. (2017). *The climate majority*. London: The New Internationalist.

Hanss, D., & Böhm, G. (2010). Can I make a difference? The role of general and domain-specific self-efficacy in sustainable consumption decisions. *Umweltpsychologie*, 14, 46–74.

IEA. (2017). *IEA Atlas of Energy*. Paris: International Energy Agency. Retrieved from <http://energyatlas.iea.org/>

IPCC. (2014). *Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. (2014). Geneva, Switzerland: Intergovernmental Panel on Climate Change.

Koletsou, A., & Mancy, R. (2011). Which efficacy constructs for large-scale social dilemma problems? Individual and collective forms of efficacy and outcome expectancies in the context of climate change mitigation. *Risk Management*, 13(4), 184–208. <http://doi.org/10.1057/rm.2011.12>

Lubell, M. (2002). Environmental Activism as Collective Action. *Environment and Behavior*, 34(4), 431–454. <http://doi.org/10.1177/00116502034004002>

Meinhold, J. L., & Malkus, A. J. (2005). Adolescent Environmental Behaviors: Can Knowledge, Attitudes, and Self-Efficacy Make a Difference? *Environment and Behavior*, 37(4), 511–532. <http://doi.org/10.1177/0013916504269665>

Poortinga, W., Spence, A., Whitmarsh, L., Capstick, S., & Pidgeon, N. F. (2011). Uncertain climate: An investigation into public scepticism about anthropogenic climate change. *Global Environmental Change*, 21(3, SI), 1015–1024. <http://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.03.001>

Steg, L., & de Groot, J. I. M. (2010). Explaining prosocial intentions: Testing causal relationships in the norm activation model. *British Journal of Social Psychology*, 49(4), 725–743. <http://doi.org/10.1348/014466609X477745>

Stern, P. C. (2000). Toward a coherent theory of environmentally significant behavior. *Journal of Social Issues*, 56(3), 407–424. <http://doi.org/10.1111/0022-4537.00175>

World Energy Council. (2013). *World energy trilemma: time to get real - the case for sustainable energy investment*. London: World Energy Council. Retrieved from <http://www.worldenergy.org/wp-content/uploads/2013/09/2013-Time-to-get-real-the-case-for-sustainable-energy-investment.pdf>

Données et documentation de l'ESS

L'Enquête Sociale Européenne (ESS) a réalisé 381'351 entretiens en personne depuis la 1^e édition menée en 2002/2003. Toute la documentation et les données, recueillies ensuite jusqu'à la 8^e édition (2016/2017) incluse, peuvent être téléchargées ou consultées en ligne (europeansocialsurvey.org).

L'ESS est devenue un Consortium Européen d'Infrastructure de Recherches (ERIC) en 2013, ce qui signifie que tous les pays participants contribuent au budget du projet. Dans le cadre de la 8^e édition, 23 pays ont participé à l'enquête, dont 17 membres de l'ERIC.

En utilisant les outils décrits ci-dessous (EduNet et NESSTAR), vous pouvez vous joindre aux plus de 125 000 personnes qui se sont inscrites pour accéder aux données de l'ESS.

Les analyses des données de l'ESS ont été utilisées dans 3 554 articles de revues universitaires, livres et chapitres, documents de travail et de conférence publiés entre 2003 et 2016.

EduNet

L'outil d'enseignement en ligne de l'ESS, EduNet, fournit des exemples pratiques et des exercices pour guider les utilisatrices et les utilisateurs au cours du processus de recherche, depuis la problématique théorique jusqu'à l'interprétation des résultats statistiques.

NESSTAR

Le progiciel d'analyse en ligne de l'ESS utilise NESSTAR – un outil d'analyse de données en ligne. La documentation de NESSTAR est disponible auprès du Centre Norvégien pour les données de recherche (NSD) (nesstar.com).

Principaux résultats

Il s'agit de la 9^e édition de notre série de publications Principaux résultats. Les neuf éditions peuvent être consultées ou téléchargées sur le site Web de l'ESS. La série comprend les éditions suivantes :

1. Trust in Justice (disponible également en croate)
2. Welfare Attitudes in Europe (disponible également en croate, grec chypriote et ukrainien)
3. Economic Crisis, Quality of Work and Social Integration (disponible également en serbe)
4. Europeans' Understandings and Evaluations of Democracy (disponible également en albanais, bulgare, italien, lituanien et slovaque)
5. Le bien-être social et personnel des Européens (disponible également en albanais, anglais, lituanien, russe, slovaque et slovène)
6. Les inégalités sociales de santé et leurs déterminants (disponible également en allemand, anglais, danois, espagnol, gaélique irlandais, roumain et slovène)
7. Attitudes towards Immigration and their Antecedents (disponible également en allemand, espagnol, français, géorgien, hébreu, norvégien et slovène)
8. Le passé, le présent et le futur des attitudes de l'Europe en matière de protection sociale (disponible également en allemand, anglais et espagnol)

À propos de l'ESS

L'ESS est une enquête universitaire menée partout en Europe depuis 2002. L'étude mesure les attitudes, les croyances et le comportement de diverses populations dans plus de 30 pays. Les jeux de données contiennent les résultats de 381'351 entretiens réalisés tous les deux ans auprès de nouveaux échantillons de population.

L'Enquête Sociale Européenne est devenue un Consortium Européen d'Infrastructure de Recherches (ERIC) en 2013. Elle continue à fournir gratuitement des données comparatives portant sur les attitudes et les comportements publics dans le temps.

Thématiques de l'ESS :

- Confiance dans les institutions
- Participation politique
- Valeurs socio-politiques
- Valeurs morales et sociales
- Capital social
- Intégration et exclusion sociale
- Identités religieuses, ethniques et nationales
- Santé, bien-être et sécurité
- Composition démographique
- Éducation et emploi
- Situation financière
- Composition du ménage
- Bien-être subjectif
- Confiance dans la justice
- Perceptions et expériences des âges de la vie
- Citoyenneté, participation et démocratie
- Immigration
- Famille, travail et bien-être
- Moralité économique
- Organisation du déroulement de la vie
- Changement climatique et énergie

www.europeansocialsurvey.org

www.esswellbeingmatters.org

Suivez l'ESS sur Twitter : @ESS_Survey

Aimez l'ESS sur Facebook : @EuropeanSocialSurvey

Suivez l'ESS sur LinkedIn : @european-social-survey

Traduction française fournie par Xplanation et le Centre de compétences suisse en sciences sociales, FORS



Cette publication a été financée par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 676166.

Publié par l'ERIC de l'Enquête Sociale Européenne
City, University of London
Northampton Square, Londres
EC1V 0HB, Royaume-Uni

Septembre 2018

23 pays ont participé à la 8e édition de l'ESS menée en 2016/2017.

Membres :

Allemagne, Autriche, Belgique, Estonie, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovénie et Suède

Pays observateur :

Suisse

Autres pays participants :

Espagne, Finlande, Islande, Israël et Russie

Groupes consultatifs de l'Assemblée Générale de l'ESS ERIC : Methods Advisory Board (Conseil Consultatif Méthodes – MAB), Scientific Advisory Board (Conseil Consultatif Scientifique – SAB) et le Comité Finances (FINCOM).

Le siège de l'ESS ERIC est situé à la City University de Londres.

L'équipe scientifique centrale de l'ESS ERIC comprend : le GESIS – Institut de Sciences Sociales de Leibniz (Allemagne) ; l'Université Catholique de Louvain (Belgique) ; le NSD – Centre Norvégien pour les données de recherche (Norvège) ; le SCP – Institut Néerlandais de Recherche en Sciences Sociales (Pays-Bas) ; l'Université Pompeu Fabra (Espagne) ; l'Université d'Essex (Royaume-Uni) ; et l'Université de Ljubljana (Slovénie).

Le Forum des Coordinateurs Nationaux (NC) implique des équipes nationales originaires de tous les pays participants.

